



Conseil économique et social

Distr. limitée
24 avril 2018
Français
Original : anglais

Instance permanente sur les questions autochtones

Dix-septième session

New York, 16-27 avril 2018

Projet de rapport

Rapporteur : M. Brian Keane

Chapitre I

Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

B. Questions portées à l'attention du Conseil

Recommandations de l'Instance permanente

Dialogue avec la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones et le Président du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones (Point 10)

1. Les défenseurs des droits de l'homme sont de plus en plus traités comme des terroristes alors qu'ils promeuvent et protègent des droits garantis depuis plusieurs décennies. Cette tendance inquiétante se manifeste dans toutes les régions. Même la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones, Victoria Tauli-Corpuz, une ancienne membre de l'Instance permanente et experte, Joan Carling, et un ancien membre du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones Jose Molintas ont eux-mêmes été qualifiés de terroristes par le Gouvernement philippin en application de la loi sur la sécurité humaine de 2007. L'Instance permanente dénonce ce précédent dangereux et demande au Gouvernement philippin de retirer le nom de ces personnes ainsi que celui d'autres responsables autochtones de la pétition et de garantir leur sûreté dans le cadre de leurs activités de promotion et de protection des droits des peuples autochtones. Elle lui demande instamment d'abroger la loi sur la sécurité des personnes, de se conformer à ses obligations internationales en ce qui concerne les droits de l'homme et de tenir les engagements qu'il a pris au titre de l'Accord général sur le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

2. L'Instance permanente recommande que les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme compétentes collaborent entre elles et avec les organes chargés des droits de l'homme afin d'améliorer la situation des défenseurs des droits de l'homme



en mettant en place une surveillance, en recourant à la médiation et à des analyses et en élaborant des recommandations concrètes afin de protéger efficacement ces défenseurs.

3. L'Instance permanente prie le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme d'élargir et de renforcer la lutte que l'Organisation mène contre les menaces et les représailles subies par les défenseurs des droits des peuples autochtones et de l'environnement en intensifiant la coopération de haut niveau sur les représailles, de façon que des mesures adaptées soient prises en cas de représailles.

4. L'Instance permanente se réjouit de la participation, aux travaux de sa dix-septième session, du Groupe de travail sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et l'invite à mener une étude sur le recours aux sociétés militaires et de sécurité privées dans les industries extractives et l'agro-industrie et ses conséquences sur les droits individuels et collectifs des peuples autochtones.

5. L'Instance permanente constate avec préoccupation la situation des peuples autochtones du Sahel et d'autres régions d'Afrique, où des facteurs tels que les changements climatiques ont un effet dévastateur sur le développement économique et la sécurité humaine. L'absence de reconnaissance des droits collectifs qu'ont ces peuples entraîne la perte de territoires et de ressources et l'apparition de types de conflits complexes, prenant notamment la forme de l'extrémisme violent. L'Instance permanente demande au Groupe de travail sur les populations autochtones de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples de formuler, en partenariat avec la Commission économique pour l'Afrique et d'autres instances régionales, des recommandations visant à régler cette situation, qui seront examinées par l'Union africaine.

6. L'Instance permanente demande instamment aux États Membres de tenir compte en particulier des peuples autochtones vivant dans des zones transfrontières, conformément à l'article 36 de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et invite les établissements universitaires dotés du statut consultatif à convoquer une conférence sur les peuples autochtones séparés par des frontières internationales.

7. L'Instance permanente recommande que le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones et la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie dépêchent en urgence une mission d'établissement des faits dans les territoires des peuples autochtones et des communautés d'ascendance africaine situés dans la province d'Esmeraldas et dans les zones frontalières entre l'Équateur et la Colombie pour déterminer la situation des droits de l'homme dans la région.

8. Au vu de l'insécurité qui règne dans les territoires des peuples autochtones et des communautés d'ascendance africaine situés le long de la frontière entre l'Équateur et la Colombie, l'Instance permanente recommande en outre que les autorités colombiennes et équatoriennes prennent séance tenante des mesures de protection de la population civile.

9. L'Instance permanente demande une fois de plus aux États Membres de mettre en place des dispositifs et des procédures permettant de dialoguer avec les peuples autochtones et de les consulter sur toutes les questions qui les intéressent, afin d'obtenir leur consentement préalable, libre et éclairé en ce qui concerne les projets devant avoir des effets sur leurs territoires et leurs ressources. À cet égard, elle s'inquiète de ce que le Gouvernement bolivien ne consulte pas suffisamment les peuples autochtones qui subiront les conséquences de la construction de super barrages hydroélectriques à El Bala-Chepete et à Rositas, y compris les Guarani, les

Moseten, les Tacana, les Tsimane, les Leco, les Esse Eija et les Uchupiamona. Par conséquent, elle demande instamment au Gouvernement bolivien de respecter les droits fondamentaux des peuples autochtones et de faire en sorte qu'ils puissent exercer ces droits conformément aux normes internationales en matière de droits de l'homme.

10. Rappelant les recommandations formulées par le Rapporteur spécial chargé de réaliser une étude sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de l'Accord de Chittagong Hill Tracts de 1997 (E/C.19/2011/6, [sect. VIII](#)), et étant donné que la situation des peuples autochtones dans les Chittagong Hill Tracts demeure préoccupante, l'Instance permanente encourage le Gouvernement bangladais à :

- a) Définir un calendrier en vue de l'application de l'intégralité de l'Accord ;
 - b) Adopter le règlement intérieur de la Commission foncière des Chittagong Hill Tracts, en consultation avec le Conseil régional des Chittagong Hill Tracts, et à lui allouer des ressources humaines et financières suffisantes ;
 - c) Transférer des responsabilités au Conseil régional à trois Conseils de district des Chittagong Hill Tracts, notamment en ce qui concerne l'administration générale, l'ordre public, les terres et leur gestion, la police locale, les forêts, l'environnement et les collectivités territoriales, conformément à l'Accord.
-